

JOURNAL LA DÉROUTE

LA DÉROUTE!

HIVER 2015
Volume 16, numéro 1



L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Nous avons constaté la difficulté de nos membres à participer à nos activités lorsque cela a lieu le jour ou un soir de semaine.

Dans un souci de favoriser le plus possible leur présence et leur contribution à notre organisme, nous avons renoué avec une ancienne tradition en ayant notre AGA un samedi. Ben, oui!!!

En effet, nous avons décidé de tenir notre AGA durant la fin de semaine, comme ce fut le cas pendant quelques années. Cela nous a permis d'avoir plus de temps, de ne pas nous sentir bousculer et a favorisé une bonne participation de nos membres. Pendant l'AGA, le président devait



nous rappeler que le temps avançait, car les personnes ne semblaient pas être pressées de partir.

L'AGA fut précédée d'un brunch avec un jeu animé qui a mis la table pour nos discussions. Nos membres ont aimé cette formule qui a favorisé des échanges très pertinents et constructifs. Après cette période de discussion, nous avons finalement déterminé les axes prioritaires et le plan d'action pour la prochaine année.

Délégation

La coordonnatrice et une membre du CA seront déléguées au comité programme sociaux et au comité 1er mai de SP, au comité ÉPA de la TROVEPE, à un comité de la Marche mondiale des femmes, au caucus régional pour le défense collective des droits et au comité harcèlement psychologique du FDNS.

Axes prioritaires

Le harcèlement psychologique (suivi et promotion de la recherche, définition du harcèlement, médiation); les luttes (sociales et financement); le travail migrant (participation active à la champagne nationale du FDNS et autres activités). Il y aura aussi la revendication sur le salaire minimum (semaine de 35 ou 40 heures), les emplois subventionnés et les mesures d'employabilité (suivi de nouvelles normes).

Brunch discussion

Devant le succès de cette formule du samedi matin, nous avons décidé de continuer l'exercice de discussion informelle en précédant des rencontres des membres du conseil d'administration (qui ont lieu le samedi matin) par la formule de brunch

discussion sur des sujets d'actualité ou qui intéressent nos membres. Le plan d'action actualisé a été envoyé à tous nos membres en leur demandant de nous spécifier les thèmes qui pourraient être abordés. Nous vous ferons parvenir l'invitation pour le prochain brunch en espérant compter sur la présence de nos membres. À noter que ces brunchs seront ouverts à la population et que vous pouvez venir accompagnerE...

Le CA s'était donné le mandat d'inviter de nouvelles personnes à l'AGA. Nous avons ainsi recruté des membres. Merci aux membres du CA pour leur contribution et bienvenue aux nouveaux membres! Dernièrement, nous avons constaté une bonne participation de nos membres aux activités, ce qui nous réjouit grandement, Bravo à vous toutes et tous pour votre dynamisme et votre implication!!!

HAUSSE DU SALAIRE MINIMUM

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Un cadeau de Noël à la Scrooge

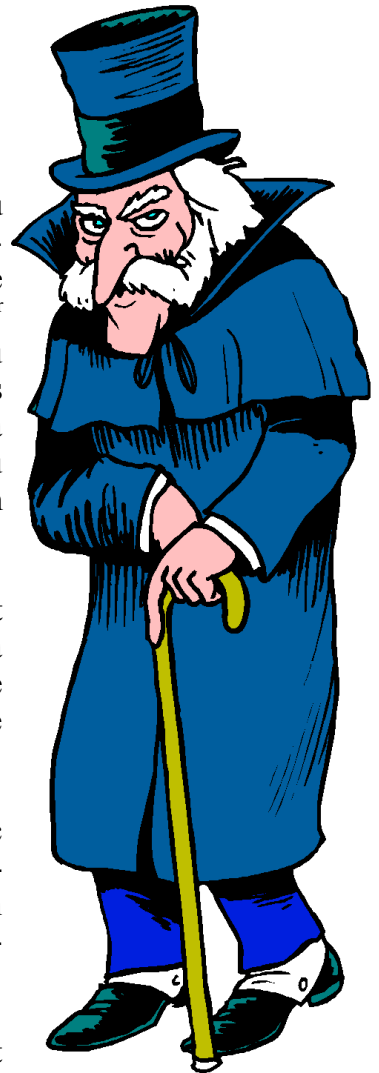
Sherbrooke, le 11 décembre 2014 – À quelques jours de Noël, le ministre du travail Sam «Scrooge» Hamad vient de dévoiler son cadeau de Noël aux travailleuses et aux travailleurs payés au salaire minimum en annonçant une hausse de 0,20 \$ du taux horaire régulier du salaire minimum applicable au 1^{er} mai 2015. Avec cette faible hausse, le ministre vient de river un autre clou dans le cercueil des bas salariéEs qui devront faire face aux nouvelles hausses et contributions qui sont annoncées et celles que l'on anticipe sous peu. Déjà aux prises avec des problèmes d'insuffisance de revenu, d'endettement accru et d'augmentation de la pauvreté, comment ces personnes pourront-elles s'en sortir ?

Manon Brunelle, d'Illusion-Emploi réagi à l'annonce du ministre concernant cette hausse. « Cela démontre un manque de respect envers ces personnes à qui l'on demande encore une fois de comprendre et de se sacrifier au nom de la compétitivité. Nous sommes très déçus du montant accordé pour la hausse du taux horaire du salaire minimum ».

Rappelons que le gouvernement avait fait des pas dans la bonne direction avec les trois hausses consécutives de 0,50 \$ en 2008, 2009, 2010 qui avaient permis d'améliorer le sort des bas salariéEs. Par la suite, les hausses de 0,15 \$ en 2011, 0,25 \$ en 2012, 0,25 \$ en 2013, 0,20 \$ en 2014 ont fait reculer les efforts des années précédentes.

Madame Brunelle rappelle qu'actuellement, le salaire minimum est insuffisant pour sortir de la pauvreté une personne seule qui travaille à temps plein. Le gouvernement du Québec doit augmenter le salaire minimum au niveau du seuil de faible revenu de Statistique Canada, de façon à sortir les travailleuses et les travailleurs de la pauvreté. Notre revendication représentait un taux horaire de 11,47 \$ l'heure pour une semaine de 40 heures et de 13,11 \$ l'heure pour une semaine de 35 heures au 1^{er} mai 2014.

Le travail devrait permettre aux personnes qui travaillent à temps plein de vivre dignement et décemment. Nous serons loin du compte avec un taux horaire de 10,55 \$. Actuellement les personnes doivent de plus en plus avoir recours aux ressources comme les banques alimentaires, les friperies, des dons pour le matériel scolaire, l'équipement sportif, des vêtements, des cadeaux de Noël, etc. Avec un salaire horaire de 10,55 \$ en 2015, on ne sortira pas de la pauvreté. Les personnes rémunérées au salaire minimum seront toujours en situation de survie, dépendantes de la charité et des dons.



CAMPAGNE TRAVAIL MIGRANT

Le 8 décembre dernier, des membres d'Illusion-Emploi et des personnes provenant de groupes membres du Front de défense des non-syndiqués (FDNS) ont effectué une tournée de sensibilisation auprès de 3 députés en Estrie.

Suite à notre AGA et à l'adoption de nos axes prioritaire, les membres du comité «En Action» ont décidé d'organiser des activités en région pour promouvoir la campagne nationale «Travailleuses et travailleurs migrants: pas des marchandises!» du comité travail migrant du FDNS.

Les membres du comité «En Action» de notre organisme ont organisé cette tournée pour promouvoir les revendications mises de l'avant pour la campagne sur le travail migrant amorcée le 7 octobre dernier (Journée internationale du travail décent).



Un député et deux attachés politiques ont posé des questions pertinentes et semblaient avoir un réel intérêt. Il nous a été demandé d'envoyer des documents complémentaires et notre argumentaire afin de pouvoir en parler avec des collègues du parti...

La revendication concernant l'accès à la citoyenneté (communiqué p.6) a beaucoup fait réagir. Nous verrons pour la suite des choses, mais cela nous a confirmé à quel point la situation des travailleuses et travailleurs migrants est méconnue et que ce travail de sensibilisation est important et essentiel.

Dîner-causerie

Voulant profiter au maximum de la présence des représentantes des groupes membres du comité élargi du travail migrant du FNDS à Sherbrooke (Mélanie Gauvin, Marie-Josée Magny et Denise Gagnon) nous avons organisé un dîner causerie

Nous avons débuté par la présentation de 4 capsules vidéos qui ont été tournées lors d'une rencontre nationale d'analyse et de réflexion pour souligner la Journée internationale du travail migrant le 18 décembre 2013. Ces capsules expliquent très bien la problématique, les enjeux et les solutions qui doivent être mises de l'avant.

Les personnes qui ont assistées à la présentation des capsules et aux échanges qui ont suivis étaient surprises de ce qu'elles ont appris sur les conditions de travail et de vie des personnes migrantes.

Nous avons eu un beau taux de participation et nous avons immortalisé l'activité par la prise d'une photo qui se retrouve sur la page Facebook du FDNS.



La campagne qui devait se terminer le 18 décembre se poursuit, car le comité élargi du FDNS considère qu'il reste un travail politique à faire auprès des ministres concernés.

Illusion-Emploi a été représenté au comité travail migrant jusqu'à l'automne 2013 et a dû se retirer, faute de ressources. Des démarches ont été entreprises par le comité En Action pour tenter d'obtenir du financement et être plus présent sur le terrain pour la tournée des fermes, formation et dépliant en espagnol, sans succès!!!

TOURNÉE DES DÉPUTÉS

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate



Où est notre solidarité envers les travailleuses et travailleurs migrants?

Sherbrooke, 8 décembre 2014 – Des représentants du comité En Action d'Illusion-Emploi et des représentantes du comité élargi du comité Travail migrant du Front de défense des non-syndiqués rencontrent aujourd'hui trois députés de la région (Monsieur Hardy du comté de St-François, Monsieur Fortin du comté de Sherbrooke et Monsieur Reid du comté d'Orford). Cette rencontre vise à les sensibiliser à la réalité des travailleuses et travailleurs migrants dans le cadre de la campagne du FDNS « Travailleuses et travailleurs migrants : pas des marchandises! »

La migration économique connaît une expansion vertigineuse depuis quelques années. Le nombre de personnes admises temporairement chaque année au Canada dépasse maintenant le nombre de personnes qui immigreront ici pour obtenir la résidence permanente. Au 1^{er} décembre 2012, les effectifs de travailleurs étrangers peu spécialisés au Canada s'élevaient à plus de 300 000 personnes et tout près de 45 000 au Québec. « Notre région a aussi son lot de travailleuses et travailleurs migrants, en 2012 on comptait une entrée totale de 529 travailleuses et travailleurs migrants à Sherbrooke que l'on retrouve dans des fermes, des serres, pour la coupe de sapins, comme aide familiale etc. Vous les croisez au Dollorama, Maxi et autres commerces. Ces personnes sont rarement intégrées, mais plutôt isolées » mentionne José Barrera du comité «En Action » d'Illusion -Emploi.

Cela ne se fait pas sans difficulté pour ces personnes. On parle d'une forme d'esclavage moderne pour décrire leurs conditions de travail et de vie difficiles. Beaucoup sont victimes d'abus, d'exploitations, de discriminations et de préjugés malgré leur apport à la collectivité et à l'économie. Nous devons leur assurer les mêmes conditions de travail et de vie que le reste de la population en emploi. « Ce n'est pas une sous-classe de travailleuses et travailleurs. Nous devons insister auprès du gouvernement pour que cessent les injustices envers cette main-d'œuvre fragile, servile et docile », affirme Manon Brunelle coordonnatrice d'Illusion Emploi.

« Nous devons avoir de la considération et du respect pour ces personnes qui quittent famille et pays dans l'espoir d'un monde meilleur et viennent occuper des emplois qui sont souvent délaissés par la population locale parce que trop difficiles, précaires, à bas salaire etc. Cela a aussi des impacts sur leur vie familiale qui affectent leur identité et peuvent déchirer le tissu familial et social. Plusieurs souhaiteraient pouvoir demeurer ici », mentionne Linamar Campos du comité « En Action » d'Illusion -Emploi.

Depuis plusieurs années, nous avons organisé différents événements d'appropriation, de formation et d'analyse avec les membres du FDNS et des alliés pour en arriver à déterminer des revendications qui aideraient grandement les personnes tout en tenant compte de leurs souhaits et de leurs demandes. « Nous avons mis de l'avant une plateforme de revendications et nous avons débuté une campagne de sensibilisation le 7 octobre dernier (Journée mondiale pour le travail décent) qui se terminera le 18 décembre (Journée internationale du travail migrant).

TOURNÉE DES DÉPUTÉS (suite)

Elle vise à sensibiliser la population et les éluEs à la réalité que vivent quotidiennement les milliers de travailleuses et de travailleurs étrangers temporaires au Québec. Ces revendications sont primordiales pour l'atteinte d'un emploi qui s'exécute dans la dignité et le respect des droits fondamentaux reconnus dans les pactes que le Canada et le Québec ont ratifiés », ajoute Mélanie Gauvin porte-parole du FDNS.

Bien qu'à l'origine, notre plate-forme comportait davantage de revendications, nous avons mis de l'avant six revendications prioritaires pour cette campagne qui s'adresse au gouvernement du Québec. Nous lui demandons de respecter ses obligations envers ces travailleuses et travailleurs et s'engager rapidement à :

- Ce que l'on facilite l'accès à la citoyenneté pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs étrangers temporaires;
- Ce que l'on mette fin au permis nominatif, c'est-à-dire que le permis de travail ne soit plus lié à un seul employeur;
- Ce que les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires aient le droit de changer librement d'employeur;
- Ce que les travailleuses domestiques soient protégées contre les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- Ce que des inspecteurs du travail vérifient le respect et l'application des lois des entreprises qui emploient des travailleuses et travailleurs étrangers.

« Ne pas s'engager à aller de l'avant concernant nos demandes signifie un déni des droits de ces personnes, le maintien d'une injustice flagrante et d'une exploitation éhontée dans une société évoluée », termine Marie-Josée Magny Directrice générale du Carrefour d'aide aux non-syndiqué-e-s et membre du Comité travail migrant du FDNS.

Le comité « En Action » d'Illusion-Emploi de l'Estrie est composé de Manon Brunelle, José Barrera, Linamar Campos. Les représentantes du comité élargi sur le travail migrant du FDNS sont Mélanie Gauvin, Denise Gagnon et Marie-Josée Magny.

QUESTION DE SAVOIR

Est-ce que la CNT peut sévir contre un employeur?

Cette question nous est souvent adressée. Que ce soit dans des cas de harcèlement, de congédiement ou de pratique interdite, les personnes veulent le respect de leurs droits et espèrent que des mesures ou sanctions seront prises contre l'employeur qui a mal agi.

Il faut savoir que la Commission n'intervient pas et qu'elle ne prendra aucune mesure ou sanction contre l'employeur, à ce niveau. Dans les cas où les per-

sonnes sont victimes de harcèlement psychologique, il appartiendra à l'employeur de décider s'il prendra des mesures (suspension, congédiement, etc.) contre la ou les personnes harcelantes. Malheureusement, ce sont souvent les personnes victimes qui perdront ou quitteront leur emploi et non la ou les personnes qui faisaient subir du harcèlement.

La CNT reçoit les plaintes, offre un service de médiation et les services d'un avocat lorsque la plainte est référée à la Commission des relations de travail. Elle peut effectuer des enquêtes et émettre des sanctions pour des erreurs pécuniaires seulement.

LE MENSONGE DE L'AUSTÉRITÉ

Une formation organisée par la Coalition nous a permis de démystifier le mensonge de l'austérité et de la dette.

Différentes personnes ont pris la parole concernant la dette et les mesures d'austérité en mettant les pendules à l'heure sur des énoncés. Nous étions surprisEs, choquéEs et indignéEs par ce que nous avons appris et les couleuvres que le gouvernement veut nous faire avaler. Malheureusement, ces faussetés sont véhiculées par des médias auprès d'une population crédule. Cette formation a fourni la motivation pour se mobiliser. L'automne a été particulièrement actif avec toutes les annonces et les coupures du gouvernement dans plein de secteurs.

Le 31 octobre dernier, 800 personnes ont participé à une manifestation à Sherbrooke pour dénoncer les mesures d'austérité du gouvernement.



Coordonnatrice

Les personnes étaient invitées à se déguiser en «zombie» pour souligner l'Halloween et faire un pied de nez à la loi nous empêchant de porter un masque

Plus de 125 000 de personnes ont scandé haut et fort qu'elles refusaient les mesures d'austérité du gouvernement lors de manifestation le 29 novembre.

Ce sont plus de 25 000 à Québec et près de 100 000 à Montréal qui ont signifié au gouvernement Couillard qu'il devait cesser de faire la sourde oreille, car la population n'accepte pas qu'il démantèle l'État québécois pour le sacrifier sur l'autel de l'austérité.

Le Québec en grand danger

Les porte-parole des organisations ont dénoncé fermement les différents projets de loi du gouvernement libéral qui mettront à sac les services publics et annihilent la justice sociale. Son objectif ultime de coupes de six milliards de dollars attaque principalement la classe moyenne, les plus démunis, les femmes et les aînés. Que ce soit en santé et services sociaux, en petite enfance, en éducation, en enseignement supérieur, en matière d'environnement, au regard des relations de travail, des régimes de retraite, de l'ensemble des autres services publics, mais aussi dans le soutien à l'emploi ainsi qu'au développement des régions et dans le financement adéquat des organisations communautaires, le gouvernement n'est plus à l'écoute des Québécoises et Québécois et il les appauvrit gravement.

L'austérité, ça dérange

Les manifestants ont servi un avertissement aux dirigeants du Québec. Le FMI et l'OCDE le disent constamment depuis quelques mois déjà, l'austérité plonge les États dans une crise économique. Il serait grand temps que le gouvernement Couillard écoute ses citoyens et ses citoyennes.

Nous voulons un gouvernement au service de tous les citoyens et non des grandes entreprises. Nous voulons un Québec où toutes et tous ont droit à une qualité de vie, indépendamment de leurs revenus. Nous voulons une société juste, égalitaire, démocratique et soucieuse des besoins de la collectivité.¹



¹Texte et photo de la CNS

REPRISE DES ACTIONS POUR LE FINANCEMENT

Une rencontre nationale organisée par le RODCD et le MÉPAQ s'est tenue l'automne dernier pour les groupes en défense collective des droits.

Notre région a une longueur d'avance en ce qui concerne cette lutte avec un comité régional qui, pendant trois ans, a fait un gros travail de sensibilisation, d'information et d'action auprès des éluEs et de la population.



La région de l'Estrie a bien répondu avec tout près de vingt participantEs. Cette rencontre a permis de faire un bilan des problèmes reliés à la reconnaissance, à l'autonomie, au manque d'équité et au sous-financement chronique des groupes en défense collective des droits, ainsi que de nous doter d'un plan d'action régional et national. Les régions étaient invitées à mettre sur pied des caucus régionaux.

Le caucus s'est donc rapidement remis à l'œuvre (ave la participation de notre coordonnatrice) et a obtenu une rencontre avec un journaliste, publié une lettre d'opinion dans le cadre de la journée internationale des droits sociaux, effectué une nouvelle guignolée auprès de députés en région. D'autres actions suivront et le tout devrait culminer par une mobilisation nationale au printemps 2015.



Groupe de promotion et de défense collective des droits des travailleurs et travailleuses non-syndiqués!

Pour nous rejoindre :

187 rue Laurier #214
Sherbrooke, Qc J1H 4Z4
(819) 569-9993

www.illusionemploi.org
illusion.sherbrooke@gmail.com

Même emploi, mêmes conditions,
mêmes droits, même protection!

Vous avez des questions concernant:

- ▶ La loi sur les normes du travail
- ▶ le harcèlement psychologique
- ▶ un congédiement injuste et abusif
- ▶ les procédures pour déposer une plainte
- ▶ vos droits, protection et les recours

Vous aimeriez vous impliquer:

- ▶ Devenez membre
- ▶ Participez aux activités, aux rencontres, aux comités, au C.A.

CONTACTEZ-NOUS SANS TARDER!